

MARX ET LE NATIONALISME

Selon Marx¹ la nation moderne est un ensemble complexe de traditions historiques, de particularités technologiques; enfin, bien que très secondaires, des facteurs géographiques, climatiques ou linguistiques sont impliqués dans sa constitution. La nation moderne est un fait réel, et non une fantaisie. Le système capitaliste peut bien tendre à l'universalisation de son mode de production et amoindrir par là même la solidité des barrières entre nations, si le chauvinisme est condamné, les diversités nationales n'en subsistent pas moins. Le mouvement socialiste respectera ces diverses particularités nationales. Plus même, en éliminant le pouvoir central, il leur confèrera un sens nouveau, un sens vrai. Ainsi, la Commune de Paris ne brise pas l'unité de la nation : elle représente "tous les éléments sains de la société française", elle est "par conséquent, le véritable gouvernement national". Sur son territoire les vieilles discriminations de nationalités sont abolies. Une nation socialiste émergeait....

D'une façon générale, Marx basa sur des critères purement empiriques son appréciation des mouvements ayant pour objectif l'établissement d'un état national. Tout progrès éventuel de la société présuppose des fondations matérielles et seule l'industrialisation peut les créer. Une production à grande échelle, un bouleversement des anciennes structures féodales, artisanales, une transformation des mentalités encore archaïques sont des conditions du socialisme. Aussi Marx considéra que chaque nation devait avoir l'étendue de territoire, les ressources naturelles et les moyens de communication nécessaires à lui assurer une forte capacité industrielle. Et peu importait, dès lors, que le régime au pouvoir fut la démocratie ou le despotisme prussien, puisque ce dernier était historiquement condamné. La nation, produit de l'histoire, doit être transformée par l'histoire. L'attitude de Marx sur cette question ne peut pas être ramenée à un système donné une fois pour toutes. Elle varia considérablement selon les circonstances.

Compte tenu de cette restriction, la position de Marx lors de la guerre des duchés, qui mit aux prises le Danemark et la confédération germanique, peut passer pour assez typique. Marx tenait en effet, que les petits états devaient se fondre ou être démantelés au profit d'entités nationales plus viables et, virtuellement, plus progressives. Aussi il put écrire : " On sait que la capitale effective du Danemark est Hambourg et non Copenhague Le droit par lequel les Français ont pris les Flandres, l'Alsace et la Lorraine et qui, tôt ou tard, leur fera prendre la Belgique, est aussi le droit par lequel l'Allemagne prend le Schleswig: le droit de la civilisation sur la barbarie, du progrès sur la stagnation. Et même si les traités étaient pour le Danemark, ce qui est encore très douteux, ce droit vaudrait plus que tous les traités car c'est le droit du développement historique. La guerre que nous conduisons au Danemark est une guerre révolutionnaire réelle². Le "scandinavisme" était la doctrine réactionnaire des féodaux danois, leur gouvernement jouissait de l'appui des puissances les plus contre-révolutionnaires, l'Angleterre, la Russie et la Prusse, qui ne menait la guerre qu'en apparence. Seule une guerre résolue pouvait achever l'unification nationale et relancer le mouvement révolutionnaire en Allemagne. Et Marx s'exclamait: "l'honneur de l'Allemagne est en de mauvaises mains."³ Du strict point de vue de l'objectivité historique ces lignes, et tant d'autres, sont en partie justifiées, au moins dans leur fond. Tant que Marx et ses quelques compagnons (en commun avec la plupart des radicaux et libéraux d'Allemagne) furent les théoriciens d'un prolétariat encore inexistant historiquement, ces déclarations n'eurent guère d'effets. La bourgeoisie radicale, au nom de laquelle elles étaient lancées, s'en souciait peu, fort occupée à aménager sa situation qu'elle était. Mais lorsque l'Internationale se scinda en sections nationales, organisées en partis politiques, elles devinrent au nom de la science, de la civilisation et du progrès, la justification a priori des pires aberrations social-impérialistes et de l'asservissement du prolétariat aux idéologies dominantes. Le "droit" d'une nation donnée proclamera toujours que le droit des nations rivales est réactionnaire et que Dieu, la raison et l'histoire s'accordent à magnifier son entreprise. Mais revenons à Marx.

L'Europe occidentale et les nordistes américains paraissaient la base du développement des forces productives dans le monde. Aussi Marx appuya sa politique, en formula les revendications les plus avancées, dans la mesure où elle s'efforçait d'introduire la nouvelle civilisation. La guerre de Crimée qui devait dans son esprit porter un coup fatal à l'isolationnisme et au despotisme monstrueux des tzars - omniprésent dans "tous les cabinets d'Europe"- n'eut pas de soutien plus acharné ni plus critique. Marx prôna longtemps une guerre sainte contre la Russie. La guerre franco-allemande devait conduire à

¹ On trouvera un exposé complet ainsi qu'une interprétation sérieuse des implications nationales dans l'oeuvre de Marx chez Solomon BLOOM, *A world of nations*, New York, 1941.

²Article de la *Neue Rheinische Zeitung*, reproduit dans Marx-Engels Gesamt Ausgabe (M E G A) I,7 351-355.

³ *Id.*

l'unification de l'Allemagne, et de plus c'était une guerre de défense: elle eût son approbation. Marx n'appréciait pas, du moins en général, la question nationale du point de vue d'une classe ou d'une autre. Au reste la faiblesse de la classe prolétarienne lui interdisait de faire triompher immédiatement ses intérêts propres: celle-ci devait suivre la filière de la révolution permanente. La perspective, dans la question nationale, devait s'établir à partir du point de vue des forces productives et de leur développement comme base d'une évolution inéluctable de l'ensemble du système vers le socialisme.

C'est donc d'une façon contingente et tactique qu'il soutint les revendications nationalistes en Irlande: l'Irlande était le centre d'élevage qui permettait à l'aristocratie anglaise de maintenir au plus bas taux le niveau des salaires; la situation misérable du paysan irlandais le conduisait à venir concurrencer durement l'ouvrier anglais sur son propre marché du travail et contribuait ainsi à diviser l'ensemble des exploités; enfin, l'agitation nationaliste retenait une partie de l'armée que la bourgeoisie anglaise eût retournée sans cela contre les exploités de la métropole. Les délégués français et belges au conseil de la Ie Internationale, considéraient qu'une restauration de la Pologne ne bénéficierait qu'aux classes privilégiées, que les gouvernements occidentaux étaient, au fond, aussi rétrogrades que celui de la Russie et qu'il valait mieux que chacun luttât, chez soi, contre l'oppression. "L'influence de Proudhon se faisait clairement sentir dans ces idées"⁴. Marx, en revanche, considérait que l'émancipation de la Pologne était, dans les conditions du moment, le seul moyen de démanteler le bastion du despotisme russe: il tenait pour le rétablissement de l'indépendance de la Pologne sur une base démocratique et socialiste en conformité avec le droit de toutes les nationalités à disposer d'elles-mêmes. Mais il est significatif que, quelques années avant cette discussion, Engels ait pu écrire à Lassalle: " Nous (!) ne devons pas céder un pouce de la Pologne prussienne"⁵. En effet l'unité de l'appareil de production déjà existant dans la Confédération Germanique ne pouvait être brisée au profit de celui, encore inexistant, de la Pologne. Marx se préoccupa fort peu des pays qui avaient encore une longue route à parcourir avant de parvenir aux premiers échelons du développement capitaliste, tels que l'Asie centrale, la Chine ou les Indes. Dans ce dernier cas Marx attendait du capitalisme lui-même qu'il brisât les anciens rapports de production et fit surgir une classe ouvrière. Que ce fût l'Angleterre, les Etats-Unis, même la Russie abhorrée, et même l'empire ottoman, ces puissances renouvelaient le monde sous des cieux lointains.

Mais lorsque cette classe ouvrière était constituée, des considérations politiques intervenaient. Marx approuva la guerre franco-allemande, au sens ci-dessus précisé, mais il désapprouva son but d'annexion au Reich de l'Alsace-Lorraine. Il assura que les habitants de ce territoire ne brûlaient pas de se jeter dans les bras de l'Allemagne" et surtout que ce retour aux "guerres de conquêtes" ne manquerait pas d'incliner la France vers la Russie, consolidant ainsi cet absolutisme détesté. Dans ce cas, Marx recourut, selon sa méthode, aux valeurs communément admises du droit des gens, mais il les mit en avant au service d'une perspective historique précise.

Nous savons aujourd'hui que la défaite de la France, et le coup d'arrêt, qu'elle porta à ses initiatives sur le continent européen contribua à ouvrir, en Afrique et en Asie, de nouveaux territoires à la pénétration et à l'installation sanglante du Capital et de la civilisation modernes. Une nouvelle étape s'ouvrait ainsi dans le "développement des forces productives". Bien que les conquérants se bornassent à renforcer ou à créer de toutes pièces un féodalisme local, qu'ils exploitassent avidement les richesses naturelles et les populations indigènes, qu'ils interdissent la création d'industries à grande échelle dans les territoires coloniaux, la possibilité était ouverte à ces développements nationaux qui n'ont pas fini de bouleverser l'histoire du XXe siècle de l'ère chrétienne. Quant à la Russie, les investissements du capital français devaient largement stimuler sa première expansion industrielle, sans que la perte de l'Alsace-Lorraine y fut pour rien, mais la recherche du profit. Le capitalisme se développe au travers de ses défaites comme au travers de ses victoires. Supputer de son avenir en telle ou telle conjecture est souvent illusoire. En revanche l'appui effectif donné à l'un ou l'autre des antagonistes peut très bien mener à se désintéresser du mouvement de la classe, même s'il paraît encore aberrant. Aux lendemains de Sedan, Marx proposait aux ouvriers français d'œuvrer "pour la régénération de la France" car "tenter de renverser le gouvernement serait une pure folie"⁶. Avec des arguments analogues, la social-démocratie majoritaire allemande de 1919-1920 ou bien les staliniens du "produire-produire" de 1944-1947 contribuèrent à étouffer la conscience révolutionnaire dans les masses. Une chose est d'observer un combat entre deux puissances bourgeoises, d'en dégager les perspectives générales et de prévenir, dans la mesure du possible, la classe ouvrière d'y participer activement (défaitisme révolutionnaire); une autre est de pousser le prolétariat à s'associer au plus "progressiste" des antagonistes. Marx, quelle que fut la portée de ses réserves, choisit invariablement la seconde attitude. Il est vrai qu'il la tempérerait de conseils et de conditions. Comme si les dirigeants des États se préoccupent des discours d'un leader extrémiste!

⁴ Mehring, *Karl Marx*, p. 340.

⁵ *Id.*

⁶ *La Commune de Paris*, traduction Longuet, p. 49 et 51. Aussi Rubel, *op. cit.*, P. 262.

En 1848, ils en prirent ce qui leur convint: guerre au Danemark! Et quant au reste... Marx fut contraint à l'exil; les prolétaires y gagnèrent *Das Kapital*. Mais Marx, que cela plaise ou déplaise, patronnait déjà les social-patriotes de l'union sacrée, de la résistance et toute la sanie de l'anti-stalinisme et de l'anti-capitalisme vulgaires. L'évolution ultérieure des social-démocraties européennes et russe montra que les activités de classe y furent subordonnées à des accomplissements nationaux et que le fatras des spéculations, sincères ou intéressées, sur le destin de telle ou telle nation, mena concrètement à sacrifier toute perspective prolétarienne. Quand même une telle perspective eut été inexistante, cette conception eut pour effet de doubler l'exploitation économique des ouvriers par l'exploitation politique de la classe ouvrière, d'accroître les pouvoirs matériels, des classes exploiteuses sans cesser de mystifier de détourner la conscience de classe prolétarienne et de la dégrader en idéologie.

Il est singulier que Marx, tout en prônant une perspective nationale - au sens de la révolution permanente -, ne l'ait pas accompagnée d'invitations concrètes aux prolétaires, leur demandant de mourir pour la Pologne par exemple. Lacune bizarre chez un adepte fervent de la praxis, du jeu réciproque de la pensée et de l'action. Il semble même qu'Engels ait critiqué Lassalle à propos du soutien qu'il apporta à la Prusse dans sa guerre contre le Danemark⁷. C'est qu'en fin de compte il lui reprochait surtout de rechercher l'alliance des bureaucrates et des féodaux contre la bourgeoisie radicale. L'interprétation couramment reçue chez les marxistes est que la période n'était mure encore que pour la théorie. L'absence d'un prolétariat organisé en parti politique, conduisait les communistes à provoquer une lutte dans les classes dominantes, à la faveur de quoi, le prolétariat pourrait constituer son parti. Il fallait donc tabler sur les luttes entre les nations. Lors de la guerre de Crimée, Marx alla jusqu'à rassurer les capitalistes anglais sur le sort de leur commerce: ils trouveraient en Turquie un nouveau marché plus intéressant que la Russie!

Oh peut donc supposer - ce n'est qu'une supposition - que Marx considérait le prolétariat comme incapable d'accomplir seul sa " mission historique" et se proposait de lui adjoindre les forces de la bourgeoisie radicale également incapable de s'émanciper. Il appuya les mouvements qui lui parurent concourir à l'évolution vers une société démocratique et il le fit du seul point de vue immédiatement existant: celui du Capital. Toutefois cette tactique de l'impuissance était liée à une conception selon laquelle le socialisme devait transcroître inéluctablement des contradictions du capitalisme. En appuyant tel ou tel segment national du capitalisme l'on pouvait accélérer ce cours dans le sens du progrès. Depuis un siècle, l'appui des théoriciens marxistes n'a pas fait défaut aux bourgeoisies nationales. Ces dernières pouvaient s'en passer à la limite: là où il n'y eut pas de ces marxistes, les progrès furent quand même accomplis. En revanche, ces théoriciens contribuèrent en ce qui les concernait à lier étroitement les ouvriers à leurs exploiters et à saper ainsi les fondements d'une conscience de classe révolutionnaire et indépendante.

Les intellectuels "révolutionnaires" veulent toujours agir en quelque façon. Aptes à participer aux diverses cultures nationales, ils sont payés pour ça, il leur paraît tout naturel que les ouvriers se lèvent pour leur donner un "sens vrai". En fait, les luttes nationales n'ont jamais fait, et ne feront jamais, que superposer une exploitation politique à l'exploitation économique des ouvriers. Si, parfois, les prolétaires sont contraints de participer à de telles luttes c'est par force, comme ils sont contraints de fournir de la plus-value au capitalisme. Le nationalisme social-démocrate fit plus qu'accorder à cette nécessité contestable, la dignité d'une vertu. Par sa participation active aux luttes, sur le plan des antagonismes entre couches capitalistes, le communiste, le théoricien prolétaire renonce à toute vue de classe. En leur sacrifiant les plus belles heures de son existence, il refuse en même temps sa liberté d'individu, une liberté précaire, sans doute, mais à laquelle la réflexion révolutionnaire apporte une dimension nouvelle. Et s'il se trouvait que de telles réflexions amenassent ce théoricien à quitter sa classe, au moment de ses luttes réelles, eh bien! le mal serait moins grand que d'en avoir fait un apôtre du capital, un patriote! Mais il est trop facile de le baptiser ouvrieriste ou anarchiste. Que valent donc les révolutionnaires "permanents"?

⁷ Cité par Spiro, *Marxism and the Bolshevik State*, New York 1951. Il y a un changement d'attitude par rapport aux articles de la *Neue Rheinische Zeitung* qui préconisaient la cession de territoires prussiens à la Pologne ressuscitée. Dans une lettre à Marx (23 mai 1851) Engels s'en expliquait ainsi:

" Dans la *N.R.Z* nous ne contractâmes jamais aucune obligation positive envers les Polonais, excepté celle inévitable de demeurer dans des frontières valables et cela encore à condition d'une révolution agraire". Et dans un article du *New York Daily Tribune*, Marx admettait implicitement que la position sur le "droit d'une nation opprimée à une existence indépendante" ne fut mise en avant que pour favoriser la Pologne en vue d'une guerre contre la Russie.(5 mars 1852).

Sur toute cette affaire bien compliquée on trouvera les détails dans D. Riazanov, *K. Marx et F. Engels, Sur la question polonaise*, in *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und des Arbeiter Bewegung?*. Voir aussi, Mac Donald, *Marx Engels et le mouvement national polonais*, in *Journal of Modern History*. Voir en fin de chapitre les ajouts sur cette affaire (note de DSJ).

Il faut a-t-on dit, que l'Histoire tourne un jour à la farce. Les spéculations grotesques de Léon Trocki en exil, sur le plus ou moins "progressiste" dans la Russie de Staline", dans le P.C. allemand, en Ethiopie, ou chez Négrin, démontrent que les jeux du nationalisme "tactique" sont un sport sans autres lendemains que la confusion et l'abêtissement des militants. Spéculation à vide mais par là même dangereuse: le vide des solutions trockistes est le meilleur alibi des hommes "de gauche" en proie à une crise de conscience.

La palme du ridicule, dans ces spéculations, revient, il est vrai non à Trocki, mais à Amadéo Bordiga. Ce dernier assure que, dans le cadre d'une troisième guerre mondiale "la victoire des États-Unis représenterait l'éventualité la plus funeste". Après quoi, le maestro ajoute "que nous devons combattre à fond les deux croisades". Voilà bien qui est parler pour ne rien dire! Il est aisé, au demeurant, de "démontrer" le contraire ou bien d'en arriver au "soutien inconditionnel de l'U.R.S.S." des trockistes. Ces jeux d'intellectuels en chômage apparaissent comme les derniers vestiges d'une époque révolue. Le capitalisme, aujourd'hui a montré que la question nationale n'était qu'un moyen d'assurer la cohésion et la discipline des masses exploitées au cours de la construction et des guerres des puissances capitalistes. La tragique histoire du mouvement ouvrier en est la saisissante illustration. Les passages qui précèdent n'ont pas eu d'autre objet que de servir de préface aux suivants, c'est en ce sens qu'ils anticipent sur leur conclusion.

On trouve au dos de la page contenant la note 7, quelques paragraphes manuscrits. Je les reproduis ci-dessous (DSJ)

Paragraphe 1

Ainsi donc d'abord pour une Pologne intégrale, et élargie vers l'Est, puis contre toute espèce de Pologne, puis enfin pour une petite Pologne et moult variations dans les intervalles. Il est vrai que, dans le mouvement ouvrier, la question "polonaise" continua longtemps d'agiter les cerveaux et les coeurs et que, depuis 1918, les poteaux-frontières de la Pologne ont disparu et surgi en bien des endroits, à maintes reprises et chaque fois au milieu de mares de sang.

Paragraphe 2

Lettre à Lassalle du 18 mai 1859

As long as we help to oppress the Poles, as long as we chain a part of Poland to Germany... so long do we remain incapable of demolishing the patriarchal feudal absolutism in our country

NRZ 19 août 1848

Cette citation en anglais est biffée. Il es écrit dessou s:

Bismarck chez Mayer!

Paragraphe 3

Un article signé de Marx dans la NYT, 5 mars 1852, reprend en les développant les termes de la lettre d'Engels et précise: "the advanced party in Germany deemed a war with Russia necessary to keep up the continental movement, and considering that the national re-establishment even of a part of Poland would inevitably lead to such a war, supported the Poles".

C'est parce que le parti de la petite bourgeoisie au pouvoir prévoyait *its downfall* comme conséquence de toute guerre menée contre la Russie et qui appellerait *to the helm* des hommes plus actifs et énergiques qu'il tenait à conserver allemandes les terres de la Pologne prussienne "principal foyer de l'agitation révolutionnaire polonaise".

Ce paragraphe 3 est également biffé.

LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE.

Le sens de la controverse autour du révisionnisme se révéla dans son ampleur durant le processus qui conduisit la social-démocratie à la défense de la patrie. La soi-disant trahison que les bolcheviques reprochèrent si violemment à la IIe Internationale fut le produit d'une évolution qui, en un quart de siècle, la mena au nationalisme le plus exclusif. Nulle part ce cours ne fut aussi net qu'en Allemagne⁸. Là, en effet, les discussions se déroulaient à partir de théories particulièrement élaborées. Par ailleurs le développement rapide du capitalisme dans ce pays et la netteté relative des contours de classe lui donnent un caractère classique. Aussi, avec toutes les modifications qui s'imposent, et elles sont profondes, ce cheminement vers le patriotisme n'est pas sans analogie avec celui qui s'inscrivit dans le cours de la social-démocratie léniniste de 1920 à 1936 et après.

Dans les vingt-cinq années qui précédèrent la guerre, l'empire allemand paracheva son organisation en grande puissance capitaliste. La production industrielle fit plus que doubler durant cette période. De grandes usines surgirent qui concentrèrent les lieux de travail. L'Allemagne apparut alors victorieusement sur le marché mondial. Entre 1904 et 1913 les exportations allemandes s'accrurent de 93% en valeur, contre une augmentation de 75% aux exportations anglaises et en 1913 la valeur des exportations allemandes atteignait presque le niveau des exportations anglaises. Le problème des débouchés extérieurs devenait lancinant, bien que l'orientation vers la "paix armée" y apportât un certain palliatif. On comprend, dans ces conditions, la justification que les théoriciens révisionnistes purent apporter à la politique impérialiste de leur nation et qu'à son succès, ils purent lier celui de toute amélioration future du niveau de vie ouvrier.

A certains égards, la condition ouvrière paraissait promise à stagner. Dans les dernières années du XIXe siècle, le salaire réel augmenta tangiblement. En 1890, fut levée l'interdiction du parti socialiste; peu après, le dimanche fut décrété jour de repos légal, le travail des enfants fut sévèrement réglementé, la protection des ouvrières fut étendue etc..... La législation sociale fut bientôt la plus avancée des pays capitalistes. Pratiquement tout ouvrier allemand participait aux assurances sociales. D'un côté, l'assurance maintenait en état de rendement des ouvriers que le machinisme usait durement dans la vie quotidienne. D'un autre côté, elle contribuait à leur donner des sentiments sociaux, à les agréger à leur parti, et à considérer comme nécessaire sa participation à la vie de l'État. Si la durée horaire du travail était encore élevée, 9 à 10 heures par jours dans plus de la moitié des cas, elle avait néanmoins tendance à diminuer. L'introduction toujours plus large des machines conduisait à substituer l'exploitation intensive du travail à son exploitation extensive. La production par ouvrier était en augmentation constante. Cependant à partir de 1900, La courbe du coût de la vie tendait à s'élever par rapport à celle à peu près fixe des salaires. De 1895 à 1907, tandis que la production moyenne augmentait de 95%, le salaire moyen n'augmentait que de 53%. L'avis général fut alors que cette disparité était une conséquence de l'égoïsme des nations déjà nanties. L'affaissement très lent encore, des conditions de la vie ouvrière faisait de cette croyance aisée - confirmée par des apparences soigneusement entretenues- une réalité contraignante. La recherche de débouchés extérieurs, qui s'imposait à l'impérialisme allemand, reçut sa consécration théorique dans la social-démocratie avec les écrits, d'ailleurs profondément divergents, de Cunow, de Kautsky, puis de Rosa Luxembourg.

Fortement concentrés et disciplinés par le Capital, les ouvriers allemands eurent un parti de masses. Leurs syndicats étaient des formations puissantes. Les travailleurs allemands ignoraient la tradition du combat côte à côte avec les formations bourgeoises, si profonde en Angleterre, en France, en Italie du nord; le parti ouvrier était la seule force politique capable d'affronter avec vigueur le pouvoir de l'État et la prépondérance des hobereaux qui s'y exerçait encore; aussi fut-il rejoint par une nuée de petit-bourgeois démocrates, fortement intellectualisés. L'expansion du capitalisme allemand amena les ouvriers à se rassembler de plus en plus pour faire face à sa pression sur les salaires. Le parti social-démocrate s'élargit considérablement au début du siècle. En 1910 il réunissait 8% de l'ensemble des salariés allemands, comme membres cotisants effectifs (plus de 700.000), exemple de puissance alors unique pour un parti politique. Un tiers du corps électoral se prononça en sa faveur lors des élections de 1912 Une pléiade de théoriciens en fit le cerveau du mouvement ouvrier international.

Le parti social-démocrate devint un élément essentiel de la vie politique au sein de l'État, un élément de l'État. Bien qu'il ne fut jamais appelé au gouvernement, il en discutait les décisions de la manière dont le gouvernement, comité exécutif de l'État, entendait qu'elles fussent discutées. Le parti devait participer à l'organisation de la vie "nationale" et ne pas la mettre en péril par des votes inconsidérés. Que si quelque mesure paraissait préjudiciable aux intérêts ouvriers, il se proposait de l'amender en séance parlementaire. La social-démocratie ne fit qu'exprimer le point de vue des intérêts

⁸ La bibliographie se rapportant à cette question est considérable. On ne trouvera un aperçu chez

a) Joseph Berlau, *The German Social democratic Party, 1914-1921*, New York 1949.

b) Karl F. Schorske, *German Social Democracy, 1905-1917*, Harvard University Press, 1955.

ouvriers dans la conduite des affaires capitalistes: c'était là son emploi, celui, *mutatis mutandis*, de tous les partis politiques en période de démocratie bourgeoise. Par exemple on rejetait, mais d'une certaine façon, les impôts dont le produit était destiné à couvrir les dépenses militaires de la nation. On rejetait ces impôts en tant qu'ils constitueraient une charge pour la classe ouvrière - du moins espérait-on lui en épargner le gros poids - mais on admettait qu'ils fussent levés s'ils frappaient les classes riches (impôt progressif sur le revenu, payé en définitive par les ouvriers, producteurs réels.) D'autant serait tempérée l'ardeur des riches à accroître les dépenses militaires, déclarait, sans rire et avec bien d'autres, Hugo Haase, qui joua un rôle de premier plan lors des événements de 1918-1919, en tête des indépendants.

Il faut dire que l'approbation des crédits militaires eût en son temps l'appui même du vieil Engels. À l'époque où se réalisait l'alliance franco-russe, Engels écrivit à Auguste Bebel: " Nous pouvons difficilement être opposés aux crédits " et il déplorait à l'avance qu'une telle attitude dut " entraîner de déplorables frictions au sein du parti et internationalement."⁹ Et, saisi par sa marotte, Engels se mit à l'œuvre d'échafauder un plan des opérations militaires futures. Engels assurait qu'une guerre menée par la Russie contre l'Allemagne serait en même temps "une guerre menée contre le parti social-démocrate le plus fort et le plus capable militairement (!) en Europe"¹⁰. Cet argument est celui qui servit à Guesde de couverture théorique à l'union sacrée, celui qui sert aujourd'hui de fondement à la politique stalinienne d'exploitation des démocraties populaires et des partis communistes non-russes: une belle tradition vénérable par l'âge en tous les cas!

Les arguments étaient de la même dialectique, qui servirent au groupe des révisionnistes des *Sozialistische Monatshefte* à justifier une politique carrément impérialiste¹¹. L'Allemagne, y disait-on, est le pays capitaliste le plus avancé et donc le plus près d'atteindre au socialisme. En effet, le socialisme exige une organisation des masses et la soumission volontaire de l'individu au bien de tous. Or l'État wilhelminien et ses lois sociales réalisent cette organisation et discipline, il faut donc le soutenir. Les social-impérialistes auraient volontiers repris à leur compte ce mot d'Engels à Marx en 1870: "Bismark travaille pour nous!". Et Cunow mettait les autorités de son côté - celui du Kaiser - écrivant: " Marx et Engels tenaient pour justifiée, dans certaines conditions, l'annexion forcée ou l'appauvrissement de petites nations impotentes par les grandes nations civilisées". Marx désignait par là les "nations" des Tchèques et des Croates. Cunow entendait lui l'acquisition de colonies. Les socialistes français, hypocrites conformément aux coutumes nationales, étaient certes moins hardis verbalement...) Tandis que des social-impérialistes réclamaient une redistribution des colonies qui, pour n'affecter aucun "grand", serait faite aux dépens du Portugal et de la Belgique, Bebel reprochait à son gouvernement d'avoir lâché le Maroc aux Français. On sait que l'affaire d'Agadir manqua de provoquer avant terme une seconde guerre mondiale. Peu importait à nos gens: la politique coloniale, injectant des matières premières dans l'économie allemande, développerait du même coup le prolétariat et donc les possibilités d'une transition "pacifique" vers le socialisme. Tous ces dialecticiens furent, bien entendu, parmi les ennemis les plus acharnés du mouvement révolutionnaire. Cunow, Ebert, Scheidemann, c'est tout un programme déjà! Mais il est significatif que pour répondre à ces chiens couchants, Rosa Luxembourg dût s'efforcer de découvrir une "erreur" dans le Capital de Marx et non, hélas, de confronter ses écrits politiques aux réalités de l'Histoire. Elle parvint ainsi à fonder une perspective nouvelle, discutable sans doute, mais profondément révolutionnaire d'esprit.

Il serait profondément erroné de voir dans les social-impérialistes une clique de publicistes vendus à la bourgeoisie. En ce cas leurs adversaires, qui n'étaient pas des souches que l'on sache, n'auraient pas manqué d'en démasquer au moins quelques uns. Les impérialistes s'exprimaient comme membres d'un parti politique influent, associé au corps de la nation. Leurs théories étaient largement répandues dans l'Internationale : pour parvenir au socialisme il fallait que fussent aménagées des conditions de production très larges. Ainsi tout le prolétariat pourrait-il rejoindre son parti de classe, il n'y aurait plus d'ouvriers arriérés ou de paysans pauvres pour faire frein. Ainsi, pourrait se normaliser une lutte de classes "saine" et, à la limite, toutes les classes de la société fondraient en une seule. On trouvera ce genre d'opinion chez le théoricien sioniste Ber Borochoff¹² qui, leader d'un parti social-démocrate sans influence d'une nation encore inexistante - et sans capitalistes pour le corrompre - n'en défendait pas moins cette perspective de la révolution permanente et pacifique.

Et la Gauche? Sa position ne laissait pas d'être ambiguë. La Social-démocratie était une force. Si elle avait évolué vers le réformisme, c'est que l'économie capitaliste était florissante. Mais cette situation, pensait-on, ne saurait durer. L'effondrement, disait Luxembourg, était inévitable. Aussi fallait-il préparer

⁹ En date du 13 octobre 1891. Cité par Spiro, *op. cit.*, p. 562.

¹⁰ Cité par Spiro sur l'Édition russe, p. 563.

¹¹ Un bon résumé se trouve chez Lenore O'. Boyle, *Les théories d'un impérialisme socialiste*, Foreign Affairs, Janvier 1950.

¹² *Classe et Nation*. Tunis 1945.

l'avenir et s'apprêter à tracer une nouvelle perspective fondée avant tout sur la grève générale, comme le montrait l'évolution du mouvement en Russie en Belgique. Il n'était pas alors jusqu'aux dirigeants embourgeoisés que la poussée des masses transformerait en révolutionnaires! Pour l'heure il convenait de préparer ces beaux jours au sein du grand parti ouvrier et comme ses critiques attentifs.

Cette opinion était fort communément avancée dans la Social-démocratie. Avec les changements nécessaires, elle était partagée par la grande majorité de ses dirigeants. Simplement ces derniers pensaient que la "lutte finale" n'était pas pour tout de suite. Les jeunes gens de la gauche étaient trop pressés: on avait eu trop de mal à construire ce grand parti pour l'abandonner à une politique inconsiderée. S'il avait su le russe, Bernstein aurait parlé de l'enfant et de l'eau du bain, que Trocki, depuis, mit à la mode. Lorsqu'au congrès de Iéna, en 1913, la gauche (Luxembourg, Pannekoek, Liebknecht et Geyer) présenta sa résolution, elle n'obtint qu'environ un tiers des mandats. Cette résolution proclamait: " Seule une tactique qui s'axe consciemment sur l'action des masses, est apte à rendre la vie à l'énergie combattante et à l'idéalisme dans les rangs des ouvriers organisés, aussi bien qu'à entraîner avec eux, dans les moments historiques les ouvriers inorganisés." La contradiction de la gauche fut qu'elle préconisait des méthodes d'action déjà éprouvées, mais impraticables immédiatement, et dont le contrôle devait nécessairement échapper au parti, en même temps qu'elle demeurait comme l'un des corps constituants de ce parti, segment de l'État allemand et pilier de son impérialisme. Le principe du parti, fondement de cette politique, ne fut aucunement mis en cause. Les bolcheviques, ceux qui s'en rapprochaient sur les questions d'organisation, comme Rade, critiquèrent un peu plus tard et non sans raisons, l'inconsistance des positions de la Gauche. Rade souligna combien toute critique profonde de la social-démocratie était absente des documents de la Gauche, et combien son souci de voir rétabli, pendant la guerre l'exercice des droits démocratiques était historiquement dépassé. Cette carence à n'en pas douter, pesa lourdement sur le tragique échec des mouvements de 1918-1919.

Chaque année, depuis le début du siècle, le parti social-démocrate s'incrétait de plus en plus dans l'État. Refuser systématiquement de voter toute espèce de taxes, disait-on, cela reviendrait à accorder un blanc-seing aux classes possédantes qui l'accommoderaient à leurs intérêts. Pour gagner au socialisme de nouveaux électeurs il fallait leur présenter un programme qui tint compte des intérêts de "tous". Petit à petit, avec l'évolution du cours vers la guerre, on en vint à l'idée de détendre la patrie. La menace que le despotisme tsariste faisait courir aux frontières du pays devait être contrecarrée. Si le groupe socialiste au Reichstag critiqua bruyamment l'ascendant que les militaires prenaient sur le gouvernement, s'il tenta de retenir le gouvernement sur la voie de la déclaration de guerre, il ne put lui refuser ni les moyens financiers ni sa volonté de défendre la "nation en danger". Le 4 août 1914, les députés social-démocrates votèrent les crédits de guerre à l'unanimité, moins une abstention. La Gauche n'osa pas se désolidariser alors publiquement. Haase, qui n'avait obéi à la discipline qu'avec répugnance, déclara à la tribune de l'Assemblée: "C'est notre devoir de repousser ce danger (du despotisme russe) et de sauvegarder la culture et l'indépendance de notre pays. Nous répétons ce que nous avons toujours souligné: nous n'abandonnerons pas notre pays à l'heure du besoin." Ce qui ne l'empêchait pas de souhaiter un prompt rétablissement de la paix, "pour autant que nos adversaires soient déjà prêts à négocier". L'Internationale s'effondra.

"L'Internationale", dit Kautsky, "n'est pas un instrument de guerre, mais de paix. En temps de guerre tout citoyen doit remplir son devoir". Le prolétaire social-démocrate était aussi un citoyen allemand entraîné dans une guerre "d'autodéfense". L'aveuglement de la Gauche étonnera si l'on ne garde pas présent à la mémoire combien ses membres étaient attachés au principe du parti. A la Noël de 1914, quand tout était consommé déjà, Karl Liebknecht écrivait encore: "Nos principes n'ont pas failli, mais bien plutôt nos représentants". Comment ne pas souscrire, au contraire, à cette opinion d'un théoricien prolétaire du K.A.P.D. : " Il ne faut pas rechercher dans les programmes du parti ou dans les résolutions adoptées au congrès du parti les raisons de l'écroulement du parti socialiste allemand. Ces raisons sont bien plus dans la structure et le mécanisme de l'appareil organisationnel: le parti politique, les syndicats et les coopératives de consommation. Ces organisations étaient liées trop étroitement avec le système capitaliste; en fait leur existence dépendait de l'existence du système capitaliste lui-même"¹³.

Les circonstances que nous avons dénombrées ci-dessus, n'expliquent, en effet, qu'une partie des conditions qui présidèrent à l'effondrement de la Social-démocratie. L'état de l'économie allemande, l'adhésion des ouvriers à des organisations qui, en général, défendirent au mieux leurs intérêts sur le marché national du travail, ces explications sont valables, mais elles doivent être complétées.

Le schéma de la révolution permanente, chez Marx -Engels, était fondé, au moins en partie, sur cette idée que la bourgeoisie ne parviendrait pas à gouverner seule. Engels donna une forme classique à ce point de vue: " La bourgeoisie n'a pas l'étoffe qui lui permettrait de gouverner directement. Là où, comme ici en Angleterre, une oligarchie ne peut pas se charger de diriger l'État et la société, contre un

¹³ *L'origine et le développement du parti communiste allemand*, publié dans *Proletarier* 1926, organe théorique du KAPD et traduit en anglais dans *International Councils Correspondence*, décembre 1937.

bon paiement et dans l'intérêt, de la bourgeoisie, une semi-dictature bonapartiste est la forme normale du gouvernement. Une telle forme soutient les intérêts de la bourgeoisie, même contre la bourgeoisie, mais lui refuse cependant la moindre part de gouvernement. D'autre part cette dictature, à contrecœur, est obligée d'adopter ces intérêts matériels de la bourgeoisie;"¹⁴ Or, loin d'être incapables de se maintenir au pouvoir les bourgeoisies du continent s'y installèrent. L'oligarchie, dont parle Engels, devint un phénomène commun à tous les États industriels, une profession. L'organisation en partis des différentes couches de la société bourgeoise et l'arbitrage de leurs différents selon le jeu des institutions parlementaires, tel fut le moyen, en général, de gouvernement, de la bourgeoisie comme classe.

L'organisation croissante des ouvriers du continent en syndicats et en partis politiques distincts, contraignit la bourgeoisie de s'organiser à son tour, et selon ses partis et selon son mode propre d'être en partis. Les parlements, consécration du régime des partis, cessèrent d'être un lieu d'accommodation des divers intérêts particuliers de telle ou telle catégorie de possédants - et dont étaient pratiquement exclus les ouvriers - pour devenir un organe de la direction effective de l'État et de la société. La centralisation croissante de la production d'une part, la centralisation des ouvriers dans leurs groupements d'autre part, entraînaient une monopolisation de la vie politique par les partis.

La révolution bourgeoise avait séparé le bourgeois, type social surgissant du procès économique, du citoyen, membre officiel d'une communauté nationale. Mais un nouveau type d'homme ne tarda pas à apparaître qui réunissait en lui ces deux qualités. L'homme de parti réunit les revendications d'intérêts à la vocation du citoyen. Dans la classe bourgeoise, comme dans la classe ouvrière, l'homme politique devint un type courant. L'extension de la culture, provoquée par l'intensification de l'exploitation et la spécification technique des tâches, entraîna l'extension du suffrage universel. Les hommes, puis les femmes, exploités obtinrent le droit de vote en fonction d'abord, sans doute, de leurs luttes acharnées et de configurations historiques, traditionnelles, spécifiques, mais aussi parce qu'il fallait qu'ils participassent à l'administration de la société comme ils participaient déjà, de plus en plus nombreux, à la productions c'est-à-dire en exploités rendus solidaires de leurs exploités. Les partis politiques donnèrent à la société bourgeoise une cohésion qui lui manquait, les institutions parlementaires lui fournirent un centre de gravité, le gouvernement bourgeois en prit le contrôle. L'amélioration, relative mais réelle, de la condition des ouvriers les conduisait à penser que l'ouvrier et le bourgeois avaient dans le cadre national des droits communs à défendre, soit contre l'ennemi intérieur (propriété foncière, appareil étatique, gros capitalistes, etc.), soit contre l'agresseur étranger, soit, enfin, pour des tâches d'intérêt national (organisation et protections sociales, aménagements de la production et du marché, etc.). De là l'idée que la transformation de la société pouvait, au moins dans une certaine mesure, être obtenue par des moyens légaux et que par leur usage, les travailleurs gagneraient de s'éduquer. De là aussi l'idée qu'un nouvel élément devait prendre place dans la société: le mouvement ouvrier et son aile marchante, le parti politique.

Ce nouvel élément, un sociologue, lié de près aux sphères dirigeantes en Allemagne et en Italie, s'attacha à l'analyser dans son essence. Roberto Michels décela dans le parti politique un élément qui "ressemble, dans ses effets et dans ses résultats intrinsèques, sous plus d'un rapport à l'État"¹⁵. Cet élément, selon Michels, est né " du besoin que la masse éprouve d'être dirigée et son incapacité d'agir autrement que sur l'initiative venant du dehors et d'en haut."¹⁶ Pour superficielle que soit cette appréciation et considérations théoriques en moins, c'est la thèse de Kautsky-Lénine sur " la conscience injectée du dehors à la classe" que Michels reconnaît comme fondement de l'organisation du parti politique ouvrier. Cette analyse de Michels n'a soulevé aucune tentative, tant soit peu sérieuse, de réfutation. Cela se conçoit aisément: une critique du volumineux dossier de faits amassé par Michels et ses émules sociologues du parti politique, ne saurait prendre de sens qu'au dehors et contre les partis de l'ancien mouvement ouvrier.¹⁷

Toutefois ce ne fut qu'après la guerre que la Social-démocratie donna sa version théorique du phénomène. Jusqu'alors, en effet, les dirigeants social-démocrates ne s'étaient guère distingués de la masse des militants. Si la fortune des syndicats, des coopératives de consommation et du parti était grande et capitalisée surtout en immeubles, hôtels, organismes de crédit, etc., le salaire des dirigeants

¹⁴ Lettre à Marx, 13 avril 1866; MEGA, III, p.326. (ronéotypé)

¹⁵ *Le prolétariat et la bourgeoisie dans le mouvement social italien*, traduction française de 1921.

¹⁶ *Le parti politique?* adaptation française, Paris 1914, p. 36

¹⁷ Il est significatif que le marxiste-léniniste Georg Luckacs, rendant compte d'une réédition allemande de l'ouvrage n'y voit qu'une contribution à l'histoire de courants "opportunistes" dans la IIe Internationale et se limite à une querelle de méthode, assurément fort aisée. Le léniniste ne saurait mettre en cause le principe même du parti, organe capitaliste d'administration politique de la classe ouvrière et se borne à constater ces aspects réactionnaires les plus évidents. (Comptes rendus des Archiv für die Geschichte etc. XIII, 1928)

était, en principe, celui d'un ouvrier qualifié. (Il faut noter cependant qu'en certains cas par cumul d'emplois, les hauts fonctionnaires du parti parvenaient à des salaires très élevés. Voir par exemple: Zinovieff, *Der Krieg und die Krise des Sozialismus*, Vienne.) Jouissant d'un emploi stable et de possibilités d'éducation élargie dans les nombreuses et remarquables écoles du parti, élevés au dessus des masses par le consentement même de ces masses, les leaders se détachaient de là classe. D'un autre côté, ils étaient tenus à l'écart des cercles bourgeois qu'ils effrayaient et dégoûtaient. L'économie, basée sur la concurrence et le jeu complexe des intérêts particuliers en expansion euphorique, ne leur offrait pas de place au soleil. Cette situation, et, aussi, la nécessité de maintenir les apparences du monolithisme, rendait la social-démocratie tolérante aux différents mouvements oppositionnels qui s'agitaient en son sein et qu'elle contrôlait en leur offrant des situations au parlement, dans sa presse ou dans ses écoles.

Après la guerre et l'effondrement des anciennes structures, l'apparition d'un nouveau parti concurrent, l'émiettement ou la liquidation de l'opposition révolutionnaire, le parti social-démocrate se trouva dans une situation nouvelle. L'économie ouvrit aux monopoleurs de la force de travail un vaste champ d'activités, surtout dans les secteurs essentiels (mines, chemins de fer) qui se montraient de moins en moins rentables et dont le capitalisme reportait les charges sur l'ensemble de la collectivité. Les cercles bourgeois accueillaient les chefs social-démocrates en sauveurs et en hommes de science. L'Université consacrait leurs mérites. Rétrospectivement le parti prenait une signification historique que la conjoncture venait confirmer. Lourd déjà avant la guerre, le poids de l'appareil bureaucratique s'accrut encore. On a calculé qu'avant la première guerre mondiale, 10% seulement des membres de la Social-démocratie n'appartenaient pas à la classe ouvrière, tandis qu'environ 25% des votes venaient des classes moyenne. (Voir Sigmund Neumann, *Die deutschen Partei*, 1932, 28 et suiv.) Ainsi dans les syndicats de la métallurgie, on comptait près d'un fonctionnaire pour mille inscrits. Au Reichstag de 1912, près de 60% des députés social-démocrates étaient fonctionnaires ou publicistes appointés du parti. De nombreux intérêts gravitaient encore autour du parti (cafetiers, imprimeurs, entrepreneurs de spectacles) qui alourdisaient son appareil, etc., etc.... On trouvera de multiples indications et une large bibliographie chez les auteurs américains cités en note (1).

D'un autre côté, la lassitude, des ouvriers tendait à leur faire relâcher les efforts militants, électoraux, cotisants. La Social-démocratie réclamait des justifications nouvelles.

Les théoriciens ne s'attardaient pas sur le phénomène d'une extrême bureaucratization. Certes ils déploraient cette situation, mais ils y voyaient une conséquence de la situation prospère du parti. de sa puissance et des luttes ordonnées de la classe ouvrière. Loin de faire découler cette situation de la structure et des objectifs du parti, ils y voyaient un pur produit des circonstances que discours et campagne de presse suffiraient à conjurer.

La plus fameuse définition de la conception social-démocrate du parti fut celle que Rudolf Hilferding en fournit lors du congrès de 1927 à Kiel: "Marx a certainement donné une caractéristique décisive de l'État en disant qu'il ne faut pas considérer l'État uniquement comme une puissance politique, mais aussi d'après son contenu social qui consiste en ceci que c'est au moyen de la puissance de l'État que les classes possédantes maintiennent leur domination. Mais cette définition de l'État n'est pas une théorie de l'État parce qu'elle vaut pour tous les États sans exception depuis le début de la société de classes et qu'il s'agit de se rendre compte, clairement des principales caractéristiques du développement de l'État... L'État n'est pas autre chose que le gouvernement, l'appareil administratif et les citoyens qui le composent. Cela signifie que l'élément essentiel de tout État moderne ce sont les partis, parce que les individus isolés ne peuvent faire valoir leurs idées que par l'intermédiaire d'un parti. Cela signifie en même temps la reconnaissance de la définition marxiste, car la lutte du parti ne reflète pas autre chose que la lutte des classes entre elles; la lutte du parti est donc l'expression des contradictions de classe."¹⁸

Tel est le point de vue de la Social-démocratie. Mais la Social-démocratie radicale de la IIIe Internationale est parfaitement incapable de le réfuter. "Si", dit Eugen Varga, "si l'on considère l'État non comme un instrument de la bourgeoisie, mais comme une institution qui, selon le résultat des élections peut être utilisée comme instrument de telle ou telle classe et, par conséquent du prolétariat, tout le reste en découle logiquement: l'importance de la démocratie parlementaire, l'utopie de la démocratie économique à l'aide du bulletin de vote, la possibilité du passage pacifique du capitalisme au socialisme.... La bourgeoisie montre à chaque instant que l'État actuel est un État bourgeois et qu'elle ne supporte la démocratie que tant que celle-ci ne met pas en danger sa domination de classe."¹⁹. D'un côté

¹⁸ "L'État n'est plus que l'organisation de la force en vue du maintien des conditions actuelles de la propriété et du pouvoir social", écrivait déjà Bebel (*La femme et le socialisme*, Paris 1891, p. 250) et qui ajoutait: "Avec le gouvernement aura disparu tout ce qui le représente, l'appareil politique tout entier." La disparition du gouvernement, c'est le socialisme! Toute la conception social-démocrate est là en œuvre!

¹⁹ Eugen Varga: *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*, p.122,123 et discussion dans les pages suivantes. Je traduis la dernière phrase sur l'original allemand car la traduction

Hilferding justifie la pratique social-démocrate par une analyse édulcorée et adéquate à ses fins de l'évolution historique, de, l'autre Varga condamne la pratique parce qu'opportuniste et illusoire. Selon le marxiste-léniniste il faut dire que l'État est toujours un État bourgeois de répression, ce qui est absolument vrai mais il ne faut pas dire que les partis politiques sont un élément nécessaire de tout État moderne, ce qui serait gênant pour la doctrine.

La tendance des partis politiques à devenir un aspect de l'État avait été dévoilée déjà par la critique révolutionnaire. "L'époque bourgeoise trouva dans les parlements le lieu de sa confrontation historique avec la couronne et la noblesse. Les parlements aménageaient la politique et formulaient les lois selon les besoins du capitalisme... Avec les parlements apparurent les partis politiques." Aussi Ruehle, théoricien prolétaire du KAPD, pouvait-il proclamer: "La Révolution n'est pas une affaire de parti."²⁰ Lénine dans *La Maladie infantile* caricature honteusement cette vue profonde et, selon les poncifs de sa dialectique retorse, fit dire aux théoriciens du KAPD ce qu'ils ne disaient pas afin de les "réfuter" et diluer leur critique dans un nuage de paroles vides. Le passage tout entier où il en traite est un acte de foi²¹ pur et simple en son parti centralisé et ne mérite même pas un examen²². Ce que disaient alors les militants du KAPD: " La classe ouvrière ne peut détruire l'État bourgeois sans anéantir la démocratie bourgeoise et elle ne peut anéantir la démocratie bourgeoise sans détruire les partis", est aujourd'hui une évidence: le prolétariat, pour se constituer en classe, devra en finir avec les partis de l'ancien mouvement ouvrier. Il lui faudra les briser par la violence avec cet État auquel ils se confondent.

La tendance générale du capitalisme a pu être décrite par Marx comme celle de la chute du taux de profit. Cette tendance presse le capitalisme d'élever sans cesse le taux de son accumulation, pour maintenir ou même consolider son taux de profit et il ne peut y parvenir qu'en réduisant la part de la production destinée aux salaires.

Toutefois, et toujours dans le modèle du capitalisme classique de la concurrence, les partis ouvriers, privés de tout appui matériel dans la société civile, devront constituer leur propre appareil longtemps détaché de celui de l'État. Il ne s'imposeront qu'après des luttes sévères et longues. Ils tendront à conserver par tous les moyens, un certain degré d'unité au moins extérieure. Kautsky exprimait cette nécessité à sa manière lorsqu'il écrivait: "les partis bourgeois sont des partis de classe, en ce que chacun d'eux représente principalement les intérêts d'une classe spécifique.... Ils ne sont donc pas des partis de classe par rapport à leur composition. Ils représentent des couches, des classes ou des fractions de classe très variées et, donc aussi des ouvriers qui ne sont pas encore parvenus à l'indépendance politique. Les partis bourgeois sont donc moins exclusifs, moins unis et conséquents dans leur politique que les partis ouvriers."²³ Cependant le parti ouvrier unit lui aussi des tendances très diverses. Non seulement il contient en son sein des couches différenciées au cours du procès social, mais surtout il maintient un équilibre entre des tendances qui partent d'une appréciation différente de la perspective historique et des tâches. Qu'une crise survienne, ou seulement les prodromes de la crise et cette unité et conséquence, dont on se flattait, s'évanouiront.

L'apport historique de la Social-démocratie à la classe ouvrière est incontestable, en un certain sens. Plus que tout autre mouvement elle contribua à lui donner une unité et un ensemble théorique hautement élaboré. "La IIe Internationale", dira Lénine, "a rempli sa tâche utile, préparatoire, d'organisation des masses prolétariennes pendant une longue période de paix qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide."²⁴ Lénine parlait ainsi parce qu'il se posait en héritier de la Social-démocratie classique: à la deuxième Internationale devait tôt ou tard succéder un nouveau mouvement qui donnerait son vrai sens au passé, un peu comme chez Marx où la révolution prolétarienne devait accomplir ce que la révolution bourgeoise n'avait fait que promettre. Mais c'est dans

citée en estropie curieusement le sens (cf. R. Hilferding, *Die Ausgabe der Sozialdemokratie in der Republik*, discours au congrès de Kiel, Berlin, 1927).

²⁰ *Die Revolution ist keine Parteisache!*, tract, Berlin 1920.

²¹ Ce n'est pas par hasard que Zinovieff qualifia un jour *La Maladie infantile* d'évangile du prolétariat et de s'en réjouir. Nombre, d'auteurs occidentaux préférèrent y sentir passer le souffle de Machiavel. On ne les disputera pas là-dessus, regrettant toutefois que le manuscrit de cette brochure n'ait pas été placé entre les mains momifiées de son auteur. Le spectacle y aurait gagné en édification.

²² *La Maladie Infantile du Communisme*, éditions du parti communiste français, 1945, p. 23-24. On remarquera que cette édition, la première brochure de Lénine à être réimprimée en France, après la dernière guerre, mêle le nom d'Otto Ruehle à celui des théoriciens du national-bolchévisme. Il n'est pas de petites falsifications. (p.20, note 1) !

²³ *Die materialistische Geschichtsauffassung*, Berlin, 1927, II, p. 520.

²⁴ Sozialdemokrat, I/II/14.

un tout autre sens que la Social-démocratie contribua au progrès de la société et à l'unification de la classe.

Parachevant dans la pratique la doctrine du *Manifeste*, la Social-démocratie précipita le rythme d'évolution du capitalisme en le contraignant au progrès technique. Le parti allemand remplit un rôle de premier plan par sa pression politique, dans la construction de l'appareil productif et sur son rythme accéléré. Rien en effet, contrairement aux développements en Angleterre ou aux États-Unis, ne laissait prévoir une évolution aussi rapide en Allemagne.

Le capitalisme pour maintenir son taux de profit, condition nécessaire d'une accélération de son accumulation du capital, et par là même de sa survie, dispose de diverses méthodes générales et conjuguées dans la pratique. Il sera peut-être utile de les noter ici, bien qu'en dehors de la discussion :

a) l'élévation du taux de profit par la pénétration du capital, dans des sphères extra-capitalistes, pénétration qui établit, à l'échelle mondiale une péréquation des différents taux de profit à un niveau plus élevé qu'auparavant;

b) la dévaluation des valeurs déjà produites au cours du cycle précédent, par des crises économiques, leur destruction par des guerres, ou leur stérilisation comme valeur marchande (instruments de guerre) qui permet un "assainissement" du marché et un nouveau départ à l'accumulation;

c) l'élimination des couches parasites (propriétés foncières, artisanat, commerce, etc.)

d) la modernisation de la technique, soit par la concurrence entre les capitalistes, soit par la pression qu'exercent les salariés.²⁵

La lutte, ouverte ou non, des ouvriers pour maintenir et, si possible, améliorer leurs salaires, oblige les capitalistes à concentrer leur capital et à remplacer la force de travail humaine par le travail mécanique, lorsque ce dernier devient moins cher, par suite de l'expansion de la production d'une part, et du maintien, même relatif de niveau des salaires, d'autre part. C'est sur ce dernier plan que l'action du parti social-démocrate fut la plus décisive: produit du capital il le contraignit par sa pression à se développer. Les prolétaires social-démocrates ne furent pas les fossoyeurs de la société capitaliste, ils en furent les maçons. Ce qu'il importe de souligner n'est pas de savoir s'il pouvait en être autrement, si une politique différente était possible. A l'échelle historique les suppositions, les si, sont un pur non sens. Le parti social-démocrate ne fut pas autre chose qu'un parti de l'ancien mouvement ouvrier. lorsque les ouvriers avancés essayèrent de dresser leurs nouvelles organisations, le parti mit tous les moyens en œuvre pour les briser. Vaincus, ces organisations disparurent. Elle n'avaient plus de sens dans la société capitaliste restaurée. La Social-démocratie en avait un: comme par le passé, celui d'organiser et maîtriser les ouvriers dans les cadres de la société existante.

Mais les partis de l'ancien mouvement ouvrier ne firent pas que participer à l'expansion du capital, abordant le marché capitaliste du point de vue prolétarien. Sous cet angle leur rôle fut, dans l'ensemble, nécessaire et progressif. La théorie des transitions et des paliers, déjà très nette chez Marx-Engels, devint un instrument de mystification du prolétariat. Le prolétariat fut décrété incapable de gérer la production, son niveau culturel était arriéré, il était divisé en couches rivales, etc.. Un parti lui était nécessaire qui le représenterait sur le marché, et dont le premier soin, par conséquent, fut et demeure le maintien de ce marché capitaliste et des rapports salariés de production qui le sous-tendent. La caractéristique de l'idéologie social-démocrate classique ou radicale, est qu'elle fixait les tâches du prolétariat en dehors du prolétariat et comme son délégué - en dehors du prolétariat et en fonction de la situation immédiate du capitalisme. De 1848 à 1905 - pour donner des dates et très approximativement - la révolution industrielle, dans son essor euphorique, put contenir et satisfaire les revendications des prolétaires, au moins dans une certaine mesure. Les théoriciens "austro-marxistes" aboutirent à cette conclusion que dans l'ensemble, la capacité d'expansion du capitalisme laissait, à son tour, entrevoir une solution relativement pacifique à ses crises politiques.

En dirigeant la lutte des masses et en élevant leur niveau culturel, surtout par les luttes, en gagnant à son programme de larges couches de petits bourgeois et de paysans, le parti ouvrier peut, sans sortir de la légalité bourgeoise, conquérir la majorité au gouvernement et parvenir ainsi à instaurer progressivement un ordre socialiste. L'austro-marxisme ne conteste pas la nécessité de la violence pour renverser définitivement la bourgeoisie, mais, dans cette éventualité, il faut que la plus grande partie de la population marche avec le parti ouvrier, il faut que les masses acceptent aujourd'hui de consentir des sacrifices pour être assurées d'appui à l'heure solennelle de la "lutte finale". C'était la théorie d'un groupe de parlementaires, de professeurs et de publicistes, cultivés et honnêtes, concevant un développement illimité du capitalisme, interrompu par des crises violentes. La nécessité de surmonter ces crises conduirait les capitalistes eux-mêmes à rechercher les solutions socialistes; il n'était que de procéder par

²⁵ Voir à ce propos les explications détaillées, quoique désincarnées par trop, de Henrijk Grossmann: *Das Akkumulations- und Zusammenbruchsgesetz des Kapitalistischen System*, Leipzig, 1929. Grossmann conclut à l'effondrement du système. Bourré d'idées et de mises au point excellentes, ce gros ouvrage manque cependant à persuader.

étapes. De toutes façons, "le socialisme est devenu une nécessité historique, il doit venir de toutes manières; la seule question est de savoir par quelle voie."²⁶ Celle que propose le parti ouvrier évitera celle des guerres, des destructions, de l'anarchie de la production qu'offre le capitalisme. Je reviendrai plus loin sur certains aspects de cette théorie social-démocrate. Pour l'instant, il suffira de constater que toute crise du capitalisme, loin d'en entamer la puissance, est au contraire une condition de son développement. Guerres et destructions s'accompagnent de bonds prodigieux dans la production universelle des valeurs, tandis qu'elles renforcent le pouvoir idéologique des politiciens de parti sur les masses.

Jusqu'alors les différents critiques demeuraient dans des généralités vagues, souvent dangereuses, ne renonçant au principe d'autorité que pour y revenir sous formes de menées conspiratrices (Bakounine) et qui, plus tard, ne parvenaient pas à se dégager du principe du parti (Luxembourg). En revanche, à partir de 1905, et surtout après la première grande vague révolutionnaire, les critiques vont se préciser et poser - parce que l'histoire les posaient concrètement à l'ordre du jour - les questions du nouveau mouvement des conseils et du pouvoir ouvrier.

Ce qui jusqu'alors n'avait été que l'idéologie du radicalisme bourgeois, ramenant la lutte inconsciente des ouvriers pour l'abolition des rapports capitalistes de production à une lutte consciente de leur parti pour la conquête de l'État' devint l'idéologie des secteurs les plus avancés du capitalisme en Europe et plus encore dans les pays économiquement arriérés et politiquement dépendants.

La critique révolutionnaire des marxismes était "ultra-gauche" parce qu'au delà des antagonismes internes de la société bourgeoise; "révisionniste extrémiste" parce qu'elle n'hésitait pas à rejeter le passé transformé en idéologie, en fonction du présent et de l'évolution des formes de la lutte révolutionnaire; "extrême-utopiste" enfin parce qu'elle cherchait à définir les caractères généraux du socialisme.

C'est l'apparition de cette critique - ce en fonction de quoi elle apparaît: la formation d'une constitution révolutionnaire nouvelle de la classe - qui confère à la doctrine marxiste de la "révolution permanente", de la "société transitoire", du "parti politique ouvrier", son caractère définitif d'idéologie mystificatrice. Jusqu'alors, en effet, la critique révolutionnaire ne disposait que d'intuitions générales. Eh un certain sens même, elle retardait sur l'évolution des forces productives (Owen, Proudhon, Bakounine) ou bien elle devenait un frein à une prise de conscience nouvelle (Marx). La tendance à la constitution du prolétariat en conseils de lutte, virtuellement gestionnaires, posait désormais la critique sous une forme réelle et par rapport au mouvement ouvrier réel, non tel qu'il est dans la société capitaliste, mais tel qu'il tend à se constituer par son action révolutionnaire, par rapport à la classe en soi et pour soi.²⁷

La grande crise du capitalisme mondial qui se poursuit de nos jours, devait pousser les partis politiques ouvriers dans une direction opposée. Les uns, fidèles aux anciens idéaux de la démocratie et de la liberté, ramenèrent par la violence la domination despotique du capital. Les autres procédant à une "restauration" du concept de la dictature du prolétariat, et du dépérissement de l'État, firent de l'État, soi-disant promis à dépérir, l'instrument d'une dictature féroce sur le prolétariat.

²⁶ Otto Bauer, *La marche au Socialisme*, Paris, 1919, p. 69.

²⁷ Cf.: *La domination du capital a créé à cette masse (des travailleurs) une situation commune des intérêts communs. Ainsi cette classe est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte ... elle se constitue en classe pour elle-même.*(K. Marx, *Misère de la Philosophie*).

Excursus: LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET LA SCIENCE.

Nous retrouverons ces aspects au cours des chapitres suivants. Mais, bien que secondaire, il est un point sur lequel je voudrais attirer l'attention. La social-démocratie classique fit un grand effort d'éducation des masses. Ses théoriciens se réclamèrent de la science au moins autant que de l'action réformiste. C'est pourquoi je préfère les appeler "classiques", attachés à donner un contenu à l'histoire présente par celle du passé. Cette attitude, essentiellement humaniste au sens français est quelque chose de plus qu'un réformisme. Même si elle y concourt. Donc, pour éclairer le présent, elle analysait le passé. C'est pourquoi nombre de ses théoriciens furent aussi des historiens.

Leurs analyses théoriques soulignaient qu'à un mode de production donné et par son développement même, succédait un nouveau mode de production. L'analyse historique démontrait que cette nouvelle forme était déjà contenue dans l'ancienne et qu'un parti, dans la société, assumait la charge de cette transformation. Enfin, et si les conditions objectives n'étaient pas encore mûres, ce parti allait à l'échec. Tout cela demeure convaincant, sous réserve, bien entendu, des critiques spécifiques à telle ou telle interprétation: ses sources, ses développements, etc.... et sous réserve de considérer les "partis révolutionnaires" de l'antiquité ou du moyen âge comme des courants d'opinion sans conscience théorique. Cette différence essentielle, entre le mouvement moderne des masses exploitées et ceux qui le précédèrent historiquement, du rôle de la conscience de classe socialiste ne fut nulle part sérieusement mise en valeur. Pour ces historiens, le développement du capitalisme au socialisme s'opérait grâce au parti social-démocrate, représentant la conscience ouvrière.

En tant que les chrétiens, par exemple, furent un "parti", ils étaient par anticipation des révolutionnaires: c'est le mouvement qui comptait et non le but. Kautsky conclut ainsi son gros ouvrage sur les précurseurs (!) du socialisme contemporain, ouvrage destiné avant tout à justifier et populariser la Social-démocratie en faisant ressortir son caractère plus "avancé": "Le socialisme chrétien, en tant qu'il fut une force motrice réelle de la vie sociale, tira à sa fin au XVIIIe siècle. Depuis lors, les moyens de production modernes, l'État moderne, le prolétariat moderne se sont développés et en même temps le socialisme moderne."¹ Et Engels comparait la Social-démocratie à ce "parti de chambardement dangereux", les chrétiens de l'antiquité², et plaignait le "camarade Saint Paul" des difficultés qu'il rencontrait à recouvrer des cotisations³. Le "nouveau socialisme", le "nouveau parti" apparaissaient ainsi dans une perspective où le socialisme devenait comme la continuation et la consécration d'efforts presque deux fois millénaires. Si les anciens mouvements échouèrent, c'est que l'heure de leur triomphe ne se décidait que maintenant à sonner, à l'horloge du Reichstag. La Social-démocratie élevait à la réalité des aspirations séculaires. Elle seule donnait un sens à l'histoire. Le vague des aspirations passées cachait le confusionnisme de la pratique présente. C'était l'adhésion au parti et à ses traditions qui déterminait la "conscience de classe" et non la lutte de classe et la participation que les masses sont contraintes d'y apporter, par leur situation d'exploitées, qui les mène à la conscience socialiste, conscience-processus. La lutte révolutionnaire était avant tout une lutte démocratique pour le pouvoir, et non avant tout une lutte pour une société sans classes!. La conscience socialiste découlait étroitement du milieu et l'action des hommes ne parvenait pas à en modifier les lois. "Le marxisme était la science qui montrait la venue du socialisme comme état de la société."⁴ Une lutte ouverte révolutionnaire n'avait aucun sens, ce serait du "blanquisme".

Lorsque la première vague révolutionnaire fut vaincue, la nouvelle génération des social-démocrates abandonna les recherches historiques ou sociologiques⁵. Il ne lui était plus possible,

¹ *Vorläufer des neuen Sozialismus*, Berlin, 1947, II, p. 273.

² Dans sa tristement célèbre préface aux *Luttes de classe en France*.

³ Cf. Engels, dans *Religion, philosophie, socialisme*, traduction de Paul et Laura Lafargue.

L'historique des origines chrétiennes par les social-démocrates, s'il manque parfois de rigueur scientifique, fournit un étonnant portrait de leurs propres conceptions. Faire l'histoire de ces historiens serait d'une expérience curieuse et, somme toute plus fructueuse pour le matérialisme critique que bien d'autres exercices. Et l'on pourrait appliquer à Kautsky sa propre formule: "Un historien nous fait mieux connaître le temps où il écrit que celui sur lequel il écrit." (*La Naissance du Christianisme*, Neue Zeit, bd III, année 1885).

⁴ Sidney Hook: *Pour comprendre Marx*, Paris 1936, p. 29; voir aussi K. Korsch *Marxismus und philosophie*, Leipzig, 1923.

⁵ Exception faite de l'équipe de l'Institut des recherches sociales de Francfort sur le Main et de ses continuateurs. Toutefois ses travaux laissent de côté toute référence au processus de la lutte des classes. La même observation est valable pour nombre d'excellents écrits marxistes publiés dans les *Archiv für Sozialismus*.

contrairement aux anciens théoriciens, de maintenir l'idée d'une transcendance, en quelque sorte naturelle, du capitalisme au socialisme. Un intellectuel honnête et socialiste n'a que cette alternative: ou bien adopter les "illusions" ultra-gauche et perdre ainsi par sa folie les suffrages du monde savant, les avantages de sa situation; ou bien éviter ces fâcheux avatars tout en demeurant marxiste. Les écrits politiques de Marx et leurs revendications radicales démocratiques se trouvaient en voie d'accomplissement. Son œuvre d'économiste réclamait des prolongements qu'il eût été malaisé de lui apporter sans mettre en cause le caractère capitaliste et invarié quant au fond des nouvelles structures: on eût quelques ouvrages, très schématiques, dont les auteurs s'accusaient réciproquement, et non sans quelques raisons de Marx-philologie.

Restaient les œuvres philosophiques, l'anthropologie marxienne et sa sanctification du travail. Passée une période d'hésitations, où, à la suite de Lénine, on polémiqua autour de la théorie de l'État, des manuscrits philosophiques furent exhumés des archives, que Marx, leur auteur, avait négligé de publier. L'élan était donné, la direction indiquée, l'aliment des penseurs enfin trouvé. L'histoire de l'humanité fut délaissée pour celle de Karl Marx. Moins celle de sa vie, à tous égards exemplaire, que celle de ses idées les plus vagues et les moins pratiques. De somptueuses éditions devinrent autant d'autels où l'on sacrifiait au nouveau dieu. Les gloses et les exégèses évitaient les prises de position voyantes. Les revues théoriques ne proposaient plus aux ouvriers avancés que des disputes sans portée sur un sujet convenablement désossé.

La question n'est pas d'apprécier ces études en particulier; il en est certes de valeur⁶ mais d'en dégager la signification générale. La Marx-philologie faisait un philosophe ou un sociologue comme les autres du plus grand des théoriciens prolétaires. Les militants se voyaient engagés sur une voie de méditations abstruses sans rapport aucun avec la réflexion révolutionnaire. En Allemagne, la Social-démocratie en est à se chercher une âme, un masque. On expose les idées de Marx: c'est un penseur moderne qui s'égale à Nietzsche ou à Kierkegaard selon l'un, ou bien leur critique anticipé selon l'autre. Marx devient le spiritualiste assoiffé d'éthique que présente de Man, car le socialisme ne naît pas de la situation exploitée de la classe ouvrière. Ou bien il devient un psychanalyste du savoir car le capitalisme a besoin de se connaître lui-même. Bref Marx fut tout ce que l'on voudra sauf un penseur militant. En Russie prospère un singulier folklore universitaire: le *diamat*, mélange de matérialisme naturaliste, de chauvinisme lénino-grand russe et d'un certain quota de citations, d'interprétation des sciences physiques en termes de technique, du comportement humain en termes de sciences physiques et chapeauté de bizarres exercices de style⁷.

La technique ainsi conçue, devient une entité indéfinie qui confère à ses détenteurs un pouvoir de droit. Au fétichisme individualiste du marchandisme succède une forme nouvelle: le fétichisme de la "qualification technique". Parfaitement étrangère aux préoccupations des ouvriers exploités, cette philosophie leur est incompréhensible. Preuve diront les nouveaux docteurs que ces ouvriers sont encore par trop arriérés. Honnêtes et bons docteurs! La religion est un produit nécessaire de la misère humaine. Et les Jacobins ne purent réaliser l'égalité de tous les citoyens que devant les autels de l'Être suprême. Les bolcheviques ont fait du développement de la technique la condition des "lendemain qui chantent". Demain la technique libérera l'ouvrier. Jusqu'alors les révolutionnaires proclamaient que l'émancipation des travailleurs serait leur émancipation par eux-mêmes. Le métro de Moscou et les traités de physique, le "matérialisme dialectique" et les statistiques du plan justifient la persistance de l'exploitation de l'homme par l'homme, comme la recherche du salut et le poids du péché justifiaient la soumission de l'homme à l'homme. La philosophie des marxistes-léninistes identifiant technique et forces productives⁸ est celle d'une société qui fait de la production pour la production, et non de sa distribution sociale, un but en soi. On pourra épiloguer longtemps sur ce qui, dans l'œuvre de Marx-Engels, favorisa s'il ne les fonda pas, les interprétations mystificatrices. La besogne ne manquait pas d'être curieuse. Mais il serait illusoire de vouloir "restaurer" une philosophie marxiste pure. "La critique prolétarienne", dit très bien Paul Mattick, "compte tenu de la division capitaliste du travail, est singulièrement limitée. Elle n'a de portée

⁶ Par exemple et bien que trop abstrait, l'essai d'Otto Morf, *Das Verhaeltnis von Wirtschaft und Wirtschaftsgeschichte bei Karl Marx*, Berne, 1951.

⁷ Il est tout à fait possible de transcrire le langage mystique de Hegel en termes de mécanique moderne, disait Boukharine qui n'y hésitait pas.

⁸ Cf. Boukharine, *La théorie du matérialisme Historique*, Paris 1927, p. 125.

Pour Marx, "les forces productives sont le résultat de l'énergie pratique des hommes". (lettre à Annenkoff, *loc. cit.*) Elles ont en conséquence un contenu historique et s'expriment dans l'évolution historique et non, comme le prétend Boukharine, dans la technique. Les forces productives contiennent la technique sans doute mais aussi la mentalité transformée des producteurs. Elles ne sont pas seulement matérielles ou intellectuelles mais sociales. Pour une discussion encore insuffisante voir Ernst Lewalter, *Wissenssoziologie und Marxismus*, Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, bd 64, 1934.

réelle que sur ces points où la science bourgeoise traite des rapports sociaux. Là seulement, ces théories peuvent être vérifiées dans leur validité et leur signification pour les différentes classes et pour la société dans son ensemble."⁹

⁹ *Otto Ruehle et le mouvement ouvrier allemand*, dans *Essays for Students of Socialism*, mai 1945, p. 130 Traduit dans *Communisme*, organe de l'Organisation Communiste Révolutionnaire, juin 1946, p. 30.

L'IDÉOLOGIE MARXISTE: LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RADICALE

Le mouvement réel présente toujours un aspect différent de ce qu'il devait être aux yeux de ceux qui ont pris part à sa préparation.

F. Engels

Les journées d'août 1914 apparaissent comme une date fatidique dans l'histoire de l'Internationale social-démocrate et, par là même, dans l'histoire, tout court, du mouvement ouvrier. Son attitude, sans aucun doute, rencontra l'approbation des foules ouvrières qu'un opposant décidé à la guerre, et s'agissant des masses russes alors chaque jour plus combattives, pouvait dépeindre comme " emportées par un torrent trouble de nationalisme et de chauvinisme."¹ Toutefois, tandis qu'à aucun moment la social-démocratie comme telle ne relâchait son appui aux gouvernements impérialistes, les masses ouvrières, lentement, empruntaient une voie différente. Des courants théoriques qui, jusqu'alors, se cherchaient dans l'ombre, s'affirmèrent plus clairement. L'un de ces courants devait s'insérer immédiatement dans l'histoire. Il était originaire du pays où les contradictions du capitalisme à ses débuts atteignaient leur plus haut degré d'intensité, le modèle idéal pour quoi Marx paraissait avoir mis à nu par anticipation les schémas de sa révolution permanente, la Russie des tsars. La Social-démocratie paraissait morte, mais une autre Social-démocratie venait au jour, plus décidée, plus radicale. Elle se résumait dans les paroles et dans les actes de son chef, Lénine.

La formation personnelle de Lénine influa sans doute assez peu sur ses idées politiques. Nul militant notoire avant lui qui se confonde à ce point avec un mouvement politique. Lénine se constitua comme le corps vivant de la Social-démocratie radicale, et ses disciples, nouveaux théologiens, ne furent pas loin d'y voir en lui, comme son corps glorieux. Il sut, ce faisant, faire abstraction de son être propre et préfigure ainsi un nouveau type de militant soumis aux nécessités de la vie politique, généreux et rusé, prompt à l'indignation comme à l'enthousiasme et soumis à une discipline étroite autant que contraignante. Chez Lénine, un respect fétichiste du passé se doublait d'un souci constant d'accommoder aux circonstances sa création, née, au moins à l'origine, de sa volonté, et colorée par elle: le parti. Si Lénine ne fit qu'appliquer aux réalités les enseignements de ses maîtres, il se considérait comme le dépositaire de la vraie doctrine. Qu'un maître, jusqu'alors révéré, s'éloigne de ce que Vladimir Illitch tient pour vérité, et, après une tempête sous un crâne chauve, il apparaîtra comme un renégat. Dans la patrologie social-démocrate, Kautsky apparaît comme le Docteur Orthodoxe, Lénine comme le Docteur de la Restauration. Faut-il ajouter que, quant à restaurer le marxisme, Lénine, qui parlait dans une configuration historique relativement comparable à celle où pensait le Marx des années 48, était mieux placé que Kautsky ou Hyndmann.²

Cette limitation de l'horizon politique aux nécessités d'un parti russe délivra Lénine du formalisme démocratique et de la foi en un parti parlementaire qui devait peser si lourd sur les conceptions politiques de Rosa Luxembourg. Par contre, la conception de Lénine, formée sur le modèle russe immédiat, existant, ne rejetait la démocratie parlementaire que pour en revenir au principe de l'autorité personnelle. A l'autorité sans limite du tsar, Lénine substituait "la direction délicate d'un chef d'orchestre", à l'obéissance passive du serf, il substituait la "soumission sans réserve à une volonté unique".³ Cette idée n'était pas en contradiction, au moins formelle, avec celle de Marx qui préconisait en 1850 comme "la tâche d'un parti révolutionnaire de réaliser la plus stricte centralisation"⁴ Mais beaucoup d'eau avait passé sous les ponts depuis lors, et même sous ceux de la Néva!

Ce qui rattache étroitement Lénine aux doctrines et pratiques social-démocrates c'est sa conception du parti qui, plus clairement que dans les rêveries verbeuses et lâches des doctrinaires allemands devient un facteur de production, un instrument d'encadrement de la classe ouvrière. En Allemagne, le parti, en acceptant de s'intégrer au Parlement et ailleurs dans le jeu des puissants intérêts capitalistes, s'interdisait toute prise effective du pouvoir; il ne contrôlait pas la classe ouvrière pour lui-même mais seulement dans le cadre d'intérêts complexes et développés. Le parti gérait des cantines et des mutuelles⁵, il aspirait à dépouiller petit à petit les capitalistes de leurs privilèges.⁶ En Russie l'essence du

¹ Lénine, novembre 1915, in *Sotchinénia*, t. XIII.

² "Quiconque désire étudier Marx", écrivait Lénine, "sur les tâches du prolétariat et la révolution bourgeoise doit adopter le raisonnement de Marx qui s'applique précisément à l'époque de la révolution bourgeoise en Allemagne. " in F. Mehring et la 2e Douma, *Sotchinénia*, XI).

³ *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*, Moscou 1948, II, p. 399.

⁴ *Adresse à la ligue des communistes*, publiée dans : *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, traduction de Molitor, Paris, 1934.

⁵ Roberto Michels, *Les partis politiques*, Paris, 19...

parti social-démocrate devait parvenir à l'existence, le parti régentait le pays pour le compte du prolétariat comme les rois d'autrefois pour le compte de Dieu.

En brisant les vieux moules du travail personnel qui, jusqu'alors, avait dominé l'évolution des forces productives et en insérant l'ensemble des producteurs dans un processus de travail social, où l'apport de chacun est étroitement tributaire de celui d'autrui, le capitalisme réalise son œuvre révolutionnaire. À son tour le développement des forces productives - résultat, disait Marx de l'énergie pratique des hommes⁷ de leur volonté de vivre⁸ - et de vivre mieux - entre en conflit avec les rapports de production, elles ne peuvent plus évoluer dans le cadre de rapports anciens et qui entravent tout développement ultérieur quand elles ne l'interdisent pas. L'organisation de la production, dès lors, tente de déborder les anciens rapports de production, fondés sur la propriété privée, elle tend à se socialiser. Dans l'Idée Socialiste, dans l'idée que les hommes essaient de se faire d'un devenir harmonieux et qu'ils ont pour but de réaliser, l'intervention des producteurs réels, de leur masse, couronne ce processus et lui donne son plein sens.

Mais l'intervention consciente des producteurs n'a pas pour seul objet la socialisation de la production capitaliste. La révolution prolétarienne instaure de nouveaux rapports de production. À la relation ancienne du travailleur au capital, relation matérialisée par le salaire, elle substitue le rapport du producteur au produit socialisé de son travail. Aussi le mot d'ordre social-démocrate de la propriété collective des moyens de production laisse substituer presque en entier le problème du socialisme. Dans cette conception l'ancien rapport, le salaire, demeure inchangé.

Le salaire est la manifestation la plus immédiate du fait que le travailleur est séparé des moyens de production et qu'il n'a ni ne peut avoir, en aucun cas, de droits sur eux. Le salaire, avant tout, est l'expression de l'exploitation capitaliste du travail et sa base même. C'est pourquoi l'abolition du salariat, et une nouvelle organisation des formes de travail, fut, sous des aspects très divers, l'une des préoccupations essentielles des révolutionnaires.

La Social-démocratie, organe politique et d'administration de la classe ouvrière, voyait la question sous un autre angle. Il s'agissait de mettre l'appareil de production capitaliste au service de la classe ouvrière et surtout - on le sait assez aujourd'hui - de sa direction. Marx, dans sa critique du programme de Gotha⁹, avait déjà marqué la différence fondamentale entre capitalisme et communisme sur le plan de l'organisation du travail. Lénine en revanche disait: " Quant à la forme d'organisation du travail nous ne l'inventons pas nous la prenons toute faite au capitalisme."¹⁰ Pour Lénine cette organisation consiste à rendre le travail plus attrayant, à en perfectionner la discipline, à l'encadrer dans un plan.¹¹ Les bolcheviques n'ont jamais dit que les ouvriers devaient posséder les usines et les développer sous leur direction.... La réalisation graduelle du communisme devenait la fonction de la nouvelle direction qui devait "nationaliser" les entreprises "mûres" au gré de l'administration centrale de l'État."¹² Lorsque, durant la période du communisme de guerre, la monnaie s'effondra totalement, on se résigna à régler les salaires en nature¹³, mais jamais à en toucher le principe.

"La "forme" dans laquelle la plus-value est extraite des travailleurs détermine ... la forme spécifique de l'État."¹⁴ Puisqu'en Russie, il ne s'agissait pas de changer les conditions du salaire, mais conformément aux axiomes social-démocrates de transformer les conditions de la propriété, le problème des bolcheviques était d'organiser une nouvelle forme d'État, adaptée aux nécessités de développer une économie arriérée.

L'Europe occidentale, et plus particulièrement l'Allemagne, avait donné à la Social-démocratie son aspect classique. En Russie, la bourgeoisie se trouvait dans l'incapacité d'assurer un développement capitaliste par ses propres forces. Sa faiblesse numérique, son caractère souvent parasitaire, attaché aux investissements de capitaux extérieurs, l'absence d'une tradition de classe historique et, par dessus tout, le

⁶ Par exemple au moyen de nationalisations échelonnées. Cf. pour la théorie Otto Bauer: *Der Weg zum Sozialismus*, Vienne 1919 et pour la pratique l'Angleterre travailliste et la France résistante.

⁷ Lettre à Annenkoff, *Le mouvement socialiste*, XXXIII, 1913, p. 142.

⁸ Cf. Ernst Lewalter, *Wissenssoziologie und Marxismus*, Archiv für Soc. und Sp. band 64, 1930.

⁹ On notera à ce propos que Marx, en dépit de l'extrême âpreté de sa critique, accepta de garder secrètes ces critiques et d'approuver ainsi, au moins implicitement, le programme qu'il rejetait en son for intérieur. (Cf. Domela Nieuwenhuis, *Le socialisme en danger*, Paris, 1897, p. 174).

¹⁰ *Les Bolchévistes conserveront-ils le pouvoir?*, in *Œuvres complètes XXI*, p 32.

¹¹ *Discours du 6 nov. 1918*, *Sämtliche Werke*, XV.

¹² *Principes fondamentaux d'une production et distribution communistes*, Räte Korrespondenz.

¹³ ?

¹⁴ ?

haut degré de développement industriel atteint par l'Occident qui paralysait dans l'oeuf toute tentative russe de concurrence à chances égales, tout cela concourrait à tenir la bourgeoisie russe sous la prépondérance d'un État semi-féodal et bureaucratique. Elle se contentait de rêver d'un capitalisme libéral, mais ses idéologues n'ignoraient pas que le destin d'une Russie capitaliste devait être tout à fait particulier. "Il était possible d'importer les idées de Manchester ... mais il était impossible d'importer l'environnement social qui produisait ces idées."¹⁵

De même l'idée de la Social-démocratie classique, de conquérir l'État bourgeois de l'intérieur ne pouvait ici sérieusement convenir.¹⁶ La bourgeoisie russe était incapable d'un dynamisme révolutionnaire, et les tentatives de style parlementaire qui pouvaient provoquer une fusion entre les couches bourgeoises et l'appareil tsariste ne connurent qu'échecs. Il fallait une autre classe, résolue, radicale pour réaliser la transformation de la Russie en État moderne, à quoi tout poussait par ailleurs. Lénine, et ses camarades, surent s'en faire les porte-parole et les guides. Il y avait à prendre les places que la bourgeoisie était incapable de garder, l'élan donné par les capitaux étrangers à l'économie étroite irréversible; il fallait créer et bâtir, il y avait une masse d'ouvriers et de paysans, désorientée mais puissante et active, prête à aller de l'avant pourvu qu'on l'y conduise. L'effondrement, à peu près total de l'État tsariste en 1917, permettait l'instauration, à peu de frais, d'un nouvel État. Il lui manquait une idéologie. mais pourquoi un empereur ne s'affublerait-il pas, dans un but politique, d'un manteau rouge sang afin de gagner, comme empereur socialiste, la sympathie des masses?"¹⁷ Ce manteau rouge-sang dont parlait le correspondant de Marx, fut tissé avec les pages de *l'État et la révolution*.

Il est inutile de résumer ici cette brochure universellement connue et que l'histoire s'est chargée de commenter à sa manière: avec le sang et la souffrance des hommes. J'insisterai cependant sur un point. La doctrine bolchevique a repris cette idée de Marx-Engels - lui a plus exactement donné son épaisseur vivante - que l'État est nécessaire, sous forme de dictature d'une classe, parce qu'il est l'organe de lutte du prolétariat contre les anciennes classes dominantes. " Le prolétariat détruit l'État en tant qu'appareil d'exploitation et de coercition des masses populaires, mais il conserve l'appareil d'État pour exproprier et abattre définitivement la Classe capitaliste... La révolution soviétique aurait été anéantie déjà par les forces de la réaction si elle n'avait pas créé auparavant un organe central de lutte, c'est-à-dire un gouvernement, c'est-à-dire: un pouvoir d'État qui condense et dirige toutes les forces des soviets locaux."¹⁸

15 ?

16 Cf. Max Weber, *La situation de la démocratie bourgeoise en Russie*, in *Archiv für Sw und Sp*, 1906, vol. IV, p. 182

17 D. Nieuwenhuis, *loc. cit.* , p. 30

18 ?